

# **ACTION SYNDICALE**

Journal du Syndicat Général des Personnels du Service Public de l'Archéologie  
[www.cgt-culture.fr](http://www.cgt-culture.fr)

## **Seule la lutte paye**

## **Edito**

*La lutte que mènent les étudiants, leurs professeurs et les chercheurs contre la loi dite « d'autonomie » des universités conditionne l'avenir de la diffusion du savoir. Cette loi, en faisant rentrer massivement les chefs d'entreprise dans les conseils d'administration, livre les universités au patronat. Ainsi, les axes de recherche, les compétences, les enseignements seraient entièrement dévolus aux besoins des entreprises. Cette loi sonnerait le glas de bon nombre de programmes de recherche fondamentale et aux sciences dites humaines.*

*Par autonomie il faut comprendre inégalités dans les financements ; compétition entre les facultés ; différences de qualité d'enseignement ; inégalité des diplômes et des droits d'inscription. Loi qui est à mettre en relation avec les dernières déclarations de la ministre de la Culture devant les députés. Pour elle, les grandes entreprises doivent avoir leur propre service archéologique. Déclarations qui sont à lier avec les projets sur le ministère dans le cadre de la Rgpp (révision générale des politiques publiques) : en finir avec les missions culturelles de l'Etat dans les régions, remise en cause des Drac. Ce qui serait la première étape de la suppression pure et simple du ministère de la Culture.*

*Le programme du gouvernement c'est : l'argent public pour les plus riches, sous forme de cadeaux fiscaux, de subventions et d'exonérations ; notre patrimoine livré aux bétonneurs et notre savoir aux patrons. C'est aussi tripler le nombre de caméras de surveillance ; discriminer « positivement » les étrangers, avec les tests ADN.*

*Ce programme qui prévoit également de rallonger les durées de cotisations afin de livrer, à terme, nos retraites aux assureurs privés, rencontre des obstacles : Le 18 octobre a vu 73% de grévistes à la SnCF, à la RATP et à EDF-GDF. La grève reconductible du 13 novembre a montré que la mobilisation ne faiblit pas. Les négociations sur les régimes spéciaux sont sous haute surveillance. La réforme des régimes généraux de retraite, prévue l'année prochaine, sera plus épineuse que prévu.*

*Malgré tous les efforts pour diviser la population, de nombreux syndicats du secteur privé ont profité du mouvement pour déposer des préavis de grève et grossir les rangs des manifestants. L'avenir des retraites pose la question du pouvoir d'achat qui vient en tête des préoccupations des français, notamment dans la Fonction Publique où on assiste à une véritable paupérisation des agents.*

*En 1986 la différence de salaire d'un agent du plus bas échelon de la catégorie B de la Fonction publique avec le Smic était de 24%. En 2006 elle était réduite à 4% ! Pour répondre à cette urgence sociale, 700 000 personnes sont descendu dans la rue et ont fait grève le 20 novembre pour nos salaires, l'emploi et les services publics. Pour prolonger ce succès, faisons converger les revendications du public et du privé pour de vraies augmentations et la reconnaissance des qualifications.*